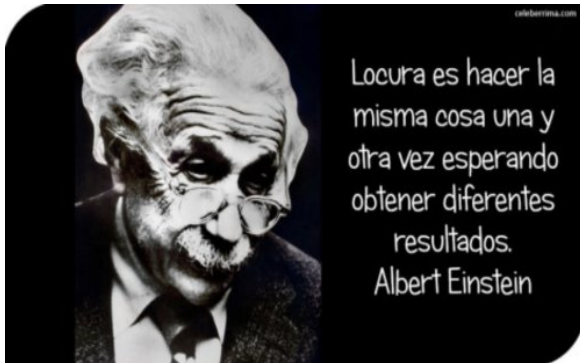


Einstein et la folie des négociations sur le climat

par *Pablo Solón* [\[1\]](#)

[19/06/2015](#)



« La folie c'est de faire la même chose plusieurs fois et d'en attendre des résultats différents »

Albert Einstein

Après vingt COP les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter et les pronostics sont qu'elles continueront à augmenter. En 1990 elles étaient de 38 GTeq CO₂ et vingt ans après elles ont atteint 50 GTeq CO₂ [2]. Pour éviter une augmentation de 2°C de la température moyenne mondiale aux conséquences catastrophiques, les émissions mondiales de gaz à effet de serre auraient dû atteindre leur pic l'année dernière et commencer à diminuer cette année. Cependant, il est certain que ce pic des émissions ne sera pas atteint cette décennie et probablement pas non plus la suivante.

La COP21 sera-t-elle capable de changer cette trajectoire suicidaire des négociations sur le climat ? Que fera de différent la COP21 pour que le résultat soit distinct ? Ou bien, assisterons-nous encore à la même chose seulement qu'en bien pire parce que maintenant un tel accord jusqu'en l'an 2030 nous conduira à une planète en flammes ?

La logique

La logique serait d'établir des objectifs mondiaux à court terme qui soient cohérents avec l'objectif de limiter la hausse de la température à 1,5°C ou 2°C comme maximum, en prenant en compte le fait qu'avec une hausse de 0,8°C nous voyons déjà des conséquences très graves. Si nous prenons comme référence l'étude du PNUE [Programme des Nations Unies pour l'Environnement] de 2013, pour limiter la hausse de la température à 2°C les émissions mondiales devraient être réduites à 44 GTeq de CO₂ en 2020, 40 GTeq en 2025 et 35 GTeq en 2030 [3]. Ce sont les objectifs que nous devons atteindre en 5, 10 et 15 ans.

Une fois fixés les objectifs pour cette décennie et la prochaine, l'étape logique suivante est de répartir la contribution de chaque pays à la réduction des émissions en fonction de : 1) la taille de sa population, 2) ses émissions historiques et 3) sa capacité économique et technologique. En d'autres termes, si l'objectif est de ne pas émettre plus de 44 GTeq de CO₂ en 2020 et que la Chine représente 19,14% de la population mondiale ses émissions annuelles ne devront pas dépasser les 8,4 GTeq de CO₂ cette année-là et celles des Etats-Unis qui représentent 4,45% de la population mondiale ne devraient pas être supérieures à 1,9 GTeq de CO₂ à la fin de cette décennie.

A cela il faudrait ajouter des variables qui soient plus exigeantes avec ces pays qui ont contaminé le plus historiquement comme les Etats-Unis, responsables de 28% des émissions accumulées entre 1980 et 2007 ou l'Union Européenne qui a contribué à hauteur de 23% des émissions historiques [4]. Enfin, il faudrait prendre en compte la capacité économique (par ex. le PIB par habitant) et technologique de chaque pays pour atteindre une répartition la plus équitable possible de ce que chaque pays doit réduire pour atteindre l'objectif de pas plus de 44 GTeq de CO₂ en 2020.

Il peut y avoir des variantes à cette méthodologie et on doit envisager différents scénarios lorsqu'un pays ne peut atteindre son objectif (soutien économique et/ou technologique, augmentation des délais, compensations, etc.) mais la logique serait de partir d'un objectif concret à atteindre en un temps déterminé et de négocier la forme la plus équitable de répartir l'effort sur chaque pays en prenant en compte les critères mentionnés et d'autres sur lesquels on peut se mettre d'accord.

L'illogique

Les négociations de la COP font exactement l'inverse. Le texte en négociation pour la COP21 parle de « zéro émission pour le milieu ou la fin du siècle » mais ne fixe pas d'objectifs à 5, 10 ou 15 ans [5]. Ceci n'est pas nouveau. C'est une approche qui vient d'avant et qui s'est associée à l'Accord de Cancun de 2010 [6]. Cette [approche] illogique se résume à ceci : chaque pays dit ce qu'il peut faire et après on verra ce qui se passe.

L'application de cette méthodologie du « laisser faire, laisser passer » conduit à un résultat catastrophique cette décennie. Avec l'Accord de Cancun, au lieu de réduire les émissions mondiales à 44 GTeq de CO₂, il est possible que nous dépassions les 56 GTeq de CO₂ en 2020. En référence, en 2012 les émissions mondiales ont déjà atteint les 53,5 GTeq de CO₂.

La COP21 de Paris au lieu de corriger l'[approche] illogique de l'Accord de Cancun va l'approfondir et l'étendre jusqu'en 2030. L'accord en cours de négociation est basé également sur des contributions volontaires avec la seule différence qu'elles s'appellent maintenant INDC (Intended Nationally Determined Contributions / Contributions Prévues Déterminées au niveau National).

Dans l'étude intitulée "What will global annual emissions of greenhouse gases be in 2030, and will they be consistent with avoiding global warming of more than 2°C?" [7] Nicholas Stern montre que les offres de réduction d'émissions des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de la Chine, qui représentent 45% des émissions mondiales, seront de 20,9 à 22,3 GTeq de CO₂ à la fin de la prochaine décennie et qu'au total les émissions de tous les pays pourraient atteindre les 59 GTeq de CO₂, un chiffre qui représente quasiment le double de l'objectif des 35 GTeq de CO₂ au niveau duquel nous devrions nous situer en 2030 [pour limiter la hausse de température à 2°C NdT].

Mais la folie des COP va bien au-delà. Lors de la COP21 à Paris, tout comme lors des précédentes, il ne sera fait aucune référence au fait que pour réduire les émissions de carbone il faut cesser d'extraire les combustibles fossiles qui sont sous terre. Les études là-dessus sont très claires. Pour limiter la hausse de la température à 2°C, 80% des réserves de combustibles fossiles connues doivent être laissées sous terre entre maintenant et 2050. Dans le texte des négociations du nouvel accord à adopter à Paris, ce thème n'est absolument pas mentionné. Comment allons-nous réduire les émissions de CO₂ s'il n'y a pas d'accord pour laisser sous terre 80% de « l'or noir » découvert jusqu'à présent ?

Un autre aspect irrationnel des COP est que ceux-ci se focalisent sur les émissions réalisées dans un pays mais ne prennent pas en compte les émissions consommées dans un pays. En d'autres termes, un pays peut réduire la production d'émissions sur son territoire mais contribuer à la génération d'émissions dans une autre partie du monde par la consommation de marchandises qui produisent des émissions. Une partie de la réduction des émissions opérée par l'Union Européenne a été transférée à d'autres pays (outsourced). Environ 30% des émissions engendrées en Chine sont « consommées » dans d'autres pays.

Ce thème n'est pas mineur car il pointe l'un des problèmes de fond des COP qui est que celles-ci ne veulent pas voir les causes structurelles du changement climatique. Les négociations climatiques cherchent seulement à traiter les effets du problème mais pas à résoudre leurs causes. Les émissions de gaz à effet de serre sont le résultat d'un modèle d'extraction, de production, de consommation et de rejet insoutenable. Vouloir résoudre la question des émissions sans toucher à leurs causes est l'expression d'un haut degré de schizophrénie qui méconnaît la réalité. Un accord climatique réellement efficace doit comporter des compromis sur la réduction de l'extraction des combustibles fossiles, le changement de la matrice productrice et énergétique et la transformation des modes de

consommation et de génération des déchets.

Si l'on ne prend pas en compte toutes les variables impliquées dans une maladie il est impossible de la soigner. Les COP, de ce point de vue, sont réductionnistes et unidimensionnelles. Elles ne prennent en compte que les émissions rejetées, même pas celles qui sont consommées et encore moins les sources qui en sont à l'origine. Supposez qu'un médecin ne veuille que contrôler une fièvre sans se préoccuper des causes de la montée de la température. Sera-t-il possible que lors de la consultation numéro 21 ce médecin découvre et guérisse la maladie ? Avec certitude on peut dire non et si nous continuons à croire qu'il va nous guérir nous finirons au cimetière.

Un autre aspect que les COP se nient à discuter et à affronter est le thème du changement qu'il est nécessaire d'opérer dans la relation à la nature pour faire face effectivement au changement climatique. Pour les COP, les forêts, la terre, l'agriculture n'existent qu'en tant que puits ou générateurs de gaz à effet de serre. La seule chose qui compte ce sont les émissions, tout le reste est hors « convention ». Mais si nous en sommes arrivés à cette situation de crise climatique, c'est parce que nous avons perturbé des processus et des cycles vitaux de la nature, le cycle du carbone, le cycle de l'eau, celui de l'azote et détruit la biodiversité et la grande majorité des écosystèmes. Il n'est pas possible de sortir de la crise climatique sans changer cette relation prédatrice à la nature. L'économie humaine doit cesser de traiter la nature comme un ensemble de ressources qui sont là pour que nous les exploitons et en jouissions. Elle doit respecter et préserver ses processus vitaux, son intégrité et sa capacité de régénération. Sans une véritable action à ce niveau via la reconnaissance des droits de la nature, la reconnaissance juridique légale du crime d'écocide et d'un ensemble de régulations pour en finir avec l'anthropocentrisme, il sera impossible de répondre à la crise climatique.

La logique de l'illogique.

Les COP ne sont pas illogiques en soi. Derrière la déraison il existe une raison ou plus exactement deux grandes logiques : celle du capital et celle du pouvoir.

Une fois, quand j'étais le chef de la négociation sur le changement climatique pour la Bolivie, j'ai demandé à un autre négociateur, qui avait participé aux négociations depuis avant l'adoption de la Convention sur le changement climatique : qu'est-ce qui a changé dans les négociations ces 20 [dernières] années? Sans trop réfléchir, il m'a répondu avec une sincérité rarement vue en diplomatie : « Avant les négociateurs [nous] étions plus préoccupés par l'environnement, maintenant – comme tu le verras – la majorité se préoccupe davantage des affaires ».

Pour ceux qui se préoccupent davantage de leurs gains que du climat, ce qui se passe dans les COP a beaucoup de sens. Pour le capital, le mieux c'est d'avoir un accord qui ne le contraigne pas dans ses affaires, qui ne l'oblige pas à faire des investissements qui réduisent ses profits, qui ne le limite pas dans l'extraction des ressources naturelles qu'il a déjà déclarée à la bourse des valeurs, qui ne réduise pas le niveau de consommation dont dépendent ses ventes, qui ne lui impose pas un rythme de transformations accélérées qui affecte ses profits et qui en outre l'aide à améliorer son image. Ça c'est le type d'accord que les COP produisent !

Mais comme si ce n'était pas assez, la logique du capital veut des mécanismes qui aident les entreprises à échapper à ses engagements de réduction d'émissions et à faire de nouvelles affaires. D'où la prolifération des mécanismes de marché du carbone au moyen desquels ils peuvent « accomplir » leurs obligations en achetant des certificats de carbone d'un quelconque projet dans quelque autre partie du monde et en outre, ils peuvent aussi faire plus d'argent en spéculant sur ces crédits de carbone.

L'accord de Cancun et le futur accord de Paris sont le mieux pour la logique du capital : tout est volontaire et il n'y a pas réellement de dispositions qui obligent et sanctionnent les infractions. C'est l'accord climatique idéal pour le capital parce qu'il ne limite pas les accords de libre échange mais il les complète et aplanit le chemin pour de nouveaux marchés comme ceux des biens et services environnementaux.

Pour la logique du capital, la crise climatique n'est pas un problème mais une opportunité, pas quelconque mais une grande, parce que les grandes fortunes s'accumulent pendant les crises et après un ouragan il y a beaucoup de services et d'infrastructures à reconstruire.

La logique du capital regarde essentiellement le court terme parce que si aujourd'hui il est écarté du marché, il n'y aura pas de lendemain. C'est pourquoi il fait passer le gain facile et immédiat avant de reléguer ses profits en faveur d'un futur pour tous. Pour la logique du capital, il n'existe pas d'humanité ou de nature mais des consommateurs et des matières premières. Son existence dépend de sa croissance. Sa vie est la compétition, pas la solidarité. Sa mission est d'évincer l'autre d'abord, avant qu'on ne l'évince lui.

La logique du capital a ses plus grands représentants parmi les grandes transnationales et la banque privée. Quand les négociations sur le changement climatique ont commencé, il y a 25 ans, le secteur privé était un parmi les secteurs de la société civile qui participaient comme observateurs aux COP. Maintenant c'est le secteur le plus important et le plus reconnu dans les COP, avec des milliers de délégués dont le nombre dépasse tout le reste des observateurs de la société civile. Greenpeace, Corporate Europe Observatory et TNI ont produit différents rapports sur le lobby des multinationales dans les négociations sur le changement climatique [8] [9]

En outre, il compte sur le soutien d'acteurs clés comme la Banque Mondiale et les Banques Régionales. Il agit de manière très élaborée et coordonnée en Chine et aux Etats-Unis, en Afrique et en Europe. Si au début la contradiction était entre les pays développés et les pays en développement, maintenant les représentants des uns comme des autres suivent ses consignes. Les négociations sur le changement climatique ont été capturées par les grandes firmes. Pas seulement au sens figuré mais concrètement, directement, car beaucoup des activités [des COP] dépendent du financement [des grandes firmes] comme dans le cas de plusieurs sponsors de la COP21 [10]. L'illogisme des COP correspond à cette logique du capital.

Mais la logique du capital n'agit pas seule. Elle se combine et s'élabore avec la logique du pouvoir. Les gouvernements qui sont ceux qui envoient leurs instructions depuis les capitales répondent avant tout à la logique du pouvoir qui leur dicte que le plus important c'est de ne pas compliquer leur démarche pour le pouvoir et de rendre possible leur réélection. Pour cela, le mieux ce ne sont pas les engagements précis de réduction d'émissions pour les cinq ou dix prochaines années, parce qu'ils devront en rendre compte, ni d'accepter des dispositions qui leur limitent l'extraction de combustibles fossiles, parce que leurs programmes sociaux, dont dépendent leurs ambitions électorales, peuvent être affectés, encore moins décider de mécanismes qui sanctionnent leur non-respect.

Certains de ces gouvernants peuvent être des personnes très bien intentionnées, environnementalistes, « verts », « pachamamistas » (défenseurs de la Mère Terre) mais une fois au gouvernement leurs priorités commencent à changer. Pour se maintenir au pouvoir ils doivent passer des alliances avec des ennemis de jadis, se taire devant les actes de violence et parfois de corruption de certains de leurs adeptes, créer des cercles de cour pour contrôler les structures de pouvoir et développer des plans qui aient un impact immédiat sur leur popularité, qui élargissent leur pouvoir et leur permettent de recueillir plus de voix à la prochaine élection.

La grande majorité des partis qui arrivent au gouvernement sont déjà coalisés avec des secteurs du capital. Il correspondent à l'un ou à l'autre des secteurs des classes dominantes. Ils sont là principalement pour garantir les intérêts du secteur économique qui a financé leur campagne. Dans le cas des Etats-Unis, 94% des contributions de la Chambre de Commerce de ce pays ont servi à financer des campagnes de négationnistes du changement climatique.[11]. En tant qu'individus, quelques autorités peuvent être très convaincues de la gravité du changement climatique mais elles ne vont pas pousser les choses à l'extrême, au risque de mettre en péril leurs alliances avec le capital, parce qu'ils peuvent être délogés comme cela s'est déjà produit maintes fois dans l'histoire de plusieurs gouvernements.

Pour les politiciens captifs de la logique du pouvoir, « la politique c'est l'art du possible » et le possible ce n'est pas de baisser tellement les émissions sans se confronter au capital et sans risquer leur permanence au pouvoir. En conséquence, un accord lâche à court terme, bien que suicidaire à moyen terme, est ce qui convient ... c'est le possible dans la logique du pouvoir.

Certains gouvernements peuvent rompre le schéma des « négociations du possible » mais pour les mettre au pas il existe les structures du pouvoir élaborées entre les états et au niveau international. Si tu me donnes ceci sur le changement climatique je te donnerai ce prêt, ou je t'aiderai dans ta relation avec cet autre pays ou je t'appuierai sur ce thème économique ou politique. A la fin les négociations en coulisses ne portent pas sur le changement climatique mais sur les urgences auxquelles beaucoup de gouvernements doivent faire face pour se maintenir au pouvoir. Et ainsi, COP après COP, les négociateurs reçoivent l'instruction de leurs capitales et lèvent la main à la dernière minute sachant – et j'en fais partie – que ce qu'ils approuvent est mauvais pour le climat ... mais « c'était le possible ».

En résumé, la lutte réelle contre le changement climatique est intimement liée à la lutte contre les logiques du capital et du pouvoir. Faute de construire un rapport de forces qui depuis la société civile trouble ces logiques dominantes, il sera impossible d'éviter une planète en flammes.

[1] Militant et chercheur sur les questions climatiques. Il travaille dans la Fondation Solón. Il fut négociateur en chef sur le changement climatique pour la Bolivie dont il fut l'ambassadeur auprès des Nations Unies (2009 – Juin 2011).

[2] EDGAR, Emission Database for Global Atmospheric Research, Commission Européenne. Les gaz à effet de serre comprennent les CO₂, CH₄, N₂O, PFCs et SF₆ et sont mesurés en Giga-tonnes équivalent CO₂ (GTeq CO₂)

[3] PNUE (UNEP en anglais). Programme des Nations Unies pour l'Environnement. The Emissions Gap Report 2013 – Executive Summary

[4] World Energy Outlook 2009 (PDF), Paris, France: International Energy Agency (IEA), 2009, pp. 179–180

[5] http://unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/6911.php?preref=600008407#beg

[6] Decision 1/CP.16 <http://unfccc.int/documentation/decisions/items/3597.php?such=j&volltext=%22cancun%20agreements%22#beg>

[7] http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2015/05/Boyd_et_al_policy_paper_May_2015.pdf

[8] CEO and TNI, The COP19 Guide to Corporate Lobbying. http://corporateeurope.org/sites/default/files/cop19_guide_to_corporate_lobbying-with_references.pdf

[9] Greenpeace, Who's holding us back?. <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/climate/2011/391%20-%20WhosHoldingUsBack.pdf>

[10] CEO, Friends of the Earth, ATTAC France, WECF and 350.org. COP21 sponsors are not so climate friendly! <http://corporateeurope.org/pressreleases/2015/05/cop21-sponsors-are-not-so-climate-friendly>

[11] Ibid nota 9.